



NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
.. LIMITEE

A/C.3/33/L.23
6 novembre 1978

ORIGINAL : FRANCAIS

Trente-troisième session
TROISIEME COMMISSION
Point 80 de l'ordre du jour

IMPORTANCE D'UNE REPARTITION EQUITABLE DU REVENU NATIONAL
POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Angola, Hongrie, Madagascar, Mongolie
Zaire : projet de résolution

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la distribution équitable du revenu national,

Tenant compte de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels,

Rappelant la Déclaration sur le progrès social et le développement, la Déclaration et le Programme d'action pour l'établissement d'un nouvel ordre économique international, ainsi que la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

Préoccupée par la persistance de la pauvreté, l'inégalité et l'injustice sociales, le chômage et le sous-emploi dans un grand nombre de pays,

Exprimant sa profonde préoccupation que le colonialisme et le néo-colonialisme freinent le progrès économique et social de beaucoup de peuples,

Constatant que le développement économique n'entraîne pas automatiquement l'amélioration du niveau de vie de larges secteurs de la population, mais qu'elle exige une distribution juste et équitable du revenu national,

Déclarant que la détente et la coexistence pacifique des pays à systèmes sociaux différents, le développement sur la base des avantages réciproques et de l'égalité en droits des relations multiples entre les Etats créent des conditions favorables au progrès économique et social,

1. Invite les gouvernements à élaborer une conception de la distribution du revenu national propre à assurer le bien-être croissant de larges secteurs de la population dans les domaines matériel, social et culturel, en particulier le droit au travail, aux soins médicaux, à l'éducation et à la culture;

2. Invite les gouvernements à avoir en vue la nécessité d'une participation toujours plus large à la distribution du revenu national des couches travailleuses qui contribuent à la production des biens nationaux;

3. Invite les gouvernements à utiliser de manière plus accrue leurs ressources nationales par une planification conjointe du développement économique et social, entre autres, par des réformes structurelles, comme l'extension du secteur d'Etat, la consolidation des secteurs coopératifs et sociaux, une imposition progressive sur les bénéfices, des restrictions sur l'activité des entreprises transnationales;

4. Appelle les gouvernements à prendre des mesures nécessaires en vue de la réalisation des objectifs susmentionnés qui comprendraient, entre autres, la mise en oeuvre des dispositions du Document final de la dixième session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies, la réduction des dépenses militaires et l'utilisation des ressources ainsi dégagées de manière susceptible de favoriser le bien-être de tous les peuples et particulièrement d'améliorer les conditions économiques et sociales des pays en développement;

5. Demande au Comité du développement social d'accélérer l'élaboration de directives appropriées, conformément à la résolution 1086 (XXXIX) du Conseil économique et social, en vue d'arrêter des mesures dans le domaine de la politique sociale propres à favoriser une distribution juste et équitable du revenu national, et de les soumettre, à travers le Conseil économique et social, à l'Assemblée générale des Nations Unies;

6. Demande au Comité pour la planification du développement de tenir compte, lors de la présentation de propositions pour la préparation d'une stratégie internationale du développement, des rapports et documents des Nations Unies concernant la distribution du revenu national;

7. Demande au Secrétaire général, lors de l'élaboration des rapports sur la situation sociale dans le monde et d'autres rapports globaux y relatifs, de tenir compte du Programme d'action adopté par la Conférence mondiale sur l'emploi, la distribution du revenu, le progrès social et la division internationale du travail, et d'analyser les causes fondamentales qui empêchent une distribution juste et équitable du revenu national.
